

Nutrition et droit à l'alimentation en Belgique

*Le problème de la faim n'est pas uniquement le problème des pays en développement. En Belgique, le nombre de personnes ayant recours aux banques alimentaires augmente significativement chaque année, suite à l'augmentation de la pauvreté et au **démantèlement des filets de sécurité sociale**. D'autre part, la concrétisation du droit à l'alimentation pour tous ne signifie pas uniquement d'avoir accès à une quantité suffisante de nourriture. La nourriture doit également être **qualitativement adéquate** pour mener une vie digne et saine. En Belgique pourtant, la surconsommation et les régimes alimentaires inadéquats, en particulier l'augmentation de la consommation de matières grasses (notamment certains acides gras saturés et trans), sont à l'origine du développement de maladies chroniques, notamment les maladies cardiovasculaires, le diabète de type 2 et certains types de cancers¹.*



FIAN Belgium demande :

- D'élaborer des plans ambitieux de santé et de nutrition favorisant des régimes alimentaires sains et durables.
- De promouvoir une alimentation saine et durable (locale et bio) au sein des institutions publiques. Un effort particulier devrait être fait au sein des écoles.
- De réguler les pratiques des industries de l'agroalimentaire, en particulier le marketing ciblant les enfants et les jeunes.
- De pallier à la demande croissante d'aide alimentaire via les banques alimentaires, en élaborant un plan national basé sur les droits (et non sur la charité), de nature à renforcer la concrétisation du droit à l'alimentation en amont par de réels filets de sécurité sociale.

Pour aller plus loin : O. De Schutter, « Le droit à une alimentation adéquate : les liens entre agriculture, alimentation et santé », Rapport présenté à la 19ème session du Conseil des droits de l'homme de l'ONU, Décembre 2011, A/HRC/19/59 : http://www.srfood.org/images/stories/pdf/officialreports/20120306_nutrition_fr.pdf

1 Voir à ce sujet les nombreux avis du Conseil supérieur de la santé, <http://www.health.belgium.be/eportal/Aboutus/relatedinstitutions/SuperiorHealthCouncil/domains/nutritionandhealth/index.htm>



Question : Quelles sont les mesures que vous envisagez pour garantir des régimes alimentaires sains et nutritifs, en particulier auprès des populations vulnérables, et pour lutter contre la malnutrition (malbouffe) ?

cdH : Pour lutter contre la malnutrition et la malbouffe, le cdH propose de

- assurer une **plus grande transparence sur les ingrédients** composant les produits alimentaires, et améliorer la compréhension des mentions légales avec l'aide des acteurs d'éducation permanente,
- amplifier les **programmes alimentaires pour la jeunesse** avec un objectif de sensibilisation et d'information (« lait dans les écoles », « fruits dans les écoles », « bon app' au camp », la campagne « 0-5-30 » : 0 tabac – 5 fruits et légumes – 30' d'activité physique quotidienne,...),
- assurer la diffusion du **cahier spécial des charges de référence** pour les repas de collectivité des enfants de 3 à 18 ans, et complété par des formations délivrées par les Hautes Ecoles dispensant des formations en diététique,
- renforcer les **dispositions légales pour faire face aux stratégies publicitaires** prenant pour cibles directement des consommateurs mineurs,
- finaliser et diffuser la « **Charte sur les bonnes pratiques alimentaires** » avec les différents acteurs de l'école et les producteurs alimentaires,
- renforcer le **soutien aux associations d'aide alimentaire** et **la lutte contre le gaspillage alimentaire** (mise en place rapide du FEAD, facilitation des dons alimentaires (notamment de produits frais), distinction claire de la date limite de vente et de la date limite de consommation, etc.).

Ecolo : Depuis toujours Ecolo mène un combat politique pour que tous disposent d'une alimentation en suffisance et de qualité. Tel est d'ailleurs l'objet de la proposition de loi déposée par Ecolo via la députée écologiste Thérèse Snoy, comme mentionné à la question 1. Pour rappel, la proposition de loi indique que « Le droit à l'alimentation ne se limite donc pas à une ration minimum de calorie par jour. Il inclut le droit de chaque être humain de se nourrir dans la dignité, que ce soit en produisant lui-même sa nourriture ou en disposant de ressources financières suffisantes pour se la procurer. Le droit à l'alimentation implique également que les individus aient accès à une nourriture qualitativement adéquate, c'est-à-dire une nourriture saine et nutritive, sans danger pour le consommateur. » Notre programme contient plusieurs propositions concrètes, de même que certaines propositions sont déjà déposées sous forme de proposition de loi comme l'interdiction de vente d'acides gras trans (<http://www.lachambre.be/FLWB/PDF/52/2113/52K2113001.pdf>). Enfin, nous réclamons un plan ambitieux de santé et de nutrition et nous demandons dans les cantines scolaires des plats bio et locaux sans augmentation de prix, et c'est possible !

FDF : Pour les FDF, les communes peuvent jouer un rôle majeur à cet égard. C'est ainsi qu'il serait judicieux de permettre d'offrir au sein des écoles en commençant par le réseau communal des « petits déjeuners sains et malins » aux jeunes élèves, avec des produits frais, à un prix démocratique. Ce serait une manière à la fois de valoriser les produits du terroir et de valoriser de meilleures habitudes alimentaires. Cette opération menée notamment dans la commune de Jurbise en collaboration avec l'APAQ-W (l'Agence pour la Promotion d'une Agriculture de Qualité en Wallonie) pourrait être généralisée.

PS : De manière générale, le PS estime indispensable de prendre dès aujourd'hui des mesures pour mettre en œuvre l'objectif repris dans la vision à long terme en matière de développement durable, qui a été approuvé sous cette législature et qui prévoit qu'en 2050 toute personne aura accès à une alimentation sûre, saine et à haute valeur nutritionnelle, que l'impact environnemental et social de

nos modes de production et de consommation alimentaires sera considérablement réduit et que le gaspillage tout au long de la chaîne alimentaire sera réduit de 75 %.

De manière concrète, outre le fait qu'il faut sans cesse sensibiliser la population à l'adoption, dès le plus jeune âge, d'habitudes alimentaires saines et variées, tout en mettant l'accent sur la nécessité de ne pas adopter de mode de vie trop sédentaire, il faut en parallèle œuvrer à modifier la composition des denrées alimentaires afin de diminuer les teneurs en sel, sucre et mauvaises graisses, en collaboration avec les principaux secteurs concernés. Le PS souhaite également soumettre l'industrie agro-alimentaire à des codes stricts en matière de marketing alimentaire, en particulier celui destiné aux enfants. Il va de soi que l'école doit être exemplaire sur le plan de la qualité nutritionnelle des repas servis dans les cantines scolaires, en ayant recours notamment au cahier des charges spécialement conçus à cet effet par le plan fédéral nutrition santé et qui proposent des repas équilibrés à base d'ingrédients produits de façon durable et qu'il faut mettre fin à toute offre de produits ne contribuant pas à ces objectifs, telles que les boissons sucrées, au sein des établissements scolaires. Enfin, le PS estime que les autorités publiques doivent montrer le bon exemple en prévoyant dans toutes les cantines de chaque administration une offre alimentaire saine, variée avec plats végétariens à intervalles réguliers et utilisation en priorité de produits de saison issus de la production locale.

PTB-PVDA : Le PTB souscrit aux quatre demandes de FIAN Belgium à ce sujet :

- Elaborer des plans ambitieux de santé et de nutrition favorisant des régimes alimentaires sains et durables.
- Promouvoir une alimentation saine et durable (locale et bio) au sein des institutions publiques, dont les écoles.
- Réguler les pratiques des industries de l'agroalimentaire, en particulier son marketing.
- Pallier à la demande croissante d'aide alimentaire via les banques alimentaires, en élaborant un plan national basé sur les droits (et non la charité).

Pour ce dernier point nous renvoyons à notre réponse au chapitre 1, et en particulier à notre programme concernant la pauvreté et le pouvoir d'achat.

En ce qui concerne les industries agroalimentaires, le besoin de les réguler et de les contrôler dépasse de loin le seul aspect de leur marketing. Les différents scandales (crise de la dioxine, de la vache folle, de la viande de cheval,...) qui ont touché le secteur prouvent à suffisance l'incompatibilité entre les lois du marché et la recherche de profit maximal d'une part, et le droit à une alimentation suffisante, saine et équilibrée de la population d'autre part. Fondamentalement, dans notre vision de société, le PTB est donc pour conférer à l'industrie agroalimentaire un caractère public, où la production est définie, de façon démocratique, en fonction des besoins de la population. Et donc, se pose la question de la nationalisation du secteur.